

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 17/11/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Partie nominative

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 CERNAY

Affaire suivie par : MOULIN-OLLAGNIER Bérenger
Téléphone : 03.89.66.66.78
Courriel : berenger.moulin-ollagnier@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0522_2022_11_17_BIMA_CERNAY_SUITE-VIIC2021
Code AIOT : 0006700522

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 20/10/2022 de l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 CERNAY. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :
MOULIN-OLLAGNIER Bérenger, Unité départementale du Haut-Rhin, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Anne MURA : directrice site BIMA Cernay
Delphine HOMATTER : Responsable HSE site BIMA Cernay
Yannick STEYAERT : Responsable Technique et Procédés

Les courriels d'échange avec l'administration sont anne.mura@bicworld.com et delphine.homatter@bicworld.com.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : Bérenger MOULIN-OLLAGNIER
Vérifié par l'inspecteur de l'environnement : Laurent JULLIARD
Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin, pour le Directeur Régional, Le Chef du Pôle Risques Accidentels.

Signature approbateur

Jacques MOLE
jacques.mole

Signature numérique de
Jacques MOLE jacques.mole
Date : 2022.11.29 09:03:58
+01'00'

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 20/10/2022 de l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 CERNAY, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Mise en sécurité – installation à l'arrêt - Référence réglementaire : Code de l'environnement article : R.512-39-1 - délai : 6 mois à compter de la date de la lettre de suite

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- Respect des valeurs limites d'émission - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1993 article : II.3
- Dispositif de traitement des eaux pluviales - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1993 article : III-4-3

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 17/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 CERNAY

Références : 0522_2022_11_17_BIMA_CERNAY_SUITE-VIIC2021
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 CERNAY. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre des suites de la visite réalisée le 20 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 CERNAY
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA, est un site de production de colorant chimique. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Le site est soumis à autorisation et exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Il est par ailleurs soumis aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suite de la visite du 20 juillet 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en sécurité – installation à l'arrêt	Code de l'environnement, article R.512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/10/1993, article VIII-1	/	Sans objet
3	Respect des valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 14/10/1993, article II.3	/	Sans objet
4	Dispositif de traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/10/1993, article III-4-3	/	Sans objet
5	Bilan quadriennal sur la surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/11/2012, article 3	/	Sans objet
6	Situation administrative vis-à-vis de la Rubrique 2662	Code de l'environnement , article R.511-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant à l'issue de la visite réalisée en 2021 montrent que ce dernier a engagé un ensemble d'actions tendant à donner suite aux observations ou aux constats de non-conformités formalisés dans le rapport de constats du 14 septembre 2021. Une non-conformité persiste quant à la formalisation de la mise en sécurité de l'atelier MAG qui a été arrêté. Il apparaît par ailleurs que certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral du site, notamment celles incluses dans l'arrêté du 14 octobre 1993, sont inadaptées et doivent être reprises par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité – installation à l'arrêt

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation activité partielle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 [...]
Constats : Lors du contrôle sur site et lors des échanges tenus entre l'inspection et l'exploitant postérieurement à la visite de contrôle terrain, il est apparu que l'atelier MAG a été vidé de ses substances et préparation dangereuses, sans pour autant être intégralement nettoyé. Ainsi les équipements en place sont toujours souillés des produits qui ont été utilisés dans l'atelier. L'exploitant a mentionné le fait qu'il était en cours de formalisation d'un plan d'action en vue de répondre aux dispositions du point III de l'article R.512-39-1 (version antérieure au 1er juin 2022) du code de l'environnement visant à ce que l'exploitant place les installations du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1993, article VIII-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.[...]
Constats : Les constats ont été réalisés en lien avec les conclusions de la visite de 2021 portant sur les rejets poussières des installations. Par transmission des 10/11/2021 et 08/12/2021, l'exploitant a transmis les rapports de mesure des contrôles qu'il a mis en œuvre sur les émissaires susceptibles d'émettre des poussières sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Respect des valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1993, article II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions en provenance des réacteurs de fabrication (colorants), de formulation des colorants devront respecter les seuils suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Acide chlorhydrique (en HCL) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Concentration maximum : 100 mg/Nm3 ◦ Flux horaire maximum : 110 g/h • Substances organiques (en équivalent méthane) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Concentration maximum : 100 mg/Nm3 ◦ Flux horaire maximum : 180 g/h • Oxydes de soufre (en équivalent SO2) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Concentration maximum : 100 mg/Nm3 ◦ Flux horaire maximum : 180 g/h <p>Les émissions en provenance des dépoussiéreurs des installations manipulant des produits solides devront respecter le seuil de concentration de 50mg/Nm3.[...].</p>
Constats : Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments mis à la disposition de l'inspection des installations classées montrent que la prescription telle qu'elle existe est inadaptée aux vu des conditions d'exploiter les installations, des enjeux environnementaux et des réglementations d'origine nationale ou européenne qui encadrent de manière supra ce type de rejet. En effet il apparaît : <ul style="list-style-type: none"> • que les concentrations et flux fixés par la prescription sont issus du dossier de demande d'autorisation initial du site, qui lui-même reprenait sans modification les anciennes valeurs opposables aux installations exploitées en centre-ville de Cernay, alors que le site est désormais en périphérie de la ville dans une zone industrielle, • que l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) opposable aux installations,

prévoit les valeurs limites d'émissions suivantes pour les paramètres concernés :

- Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.
- Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/m³.
- Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.
- Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :
Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³.

Pour l'ensemble des polluants précités, les émissions autorisées en flux et les émissions réelles mesurés par l'exploitant (exploitation des résultats d'autosurveillance transmis pour les années 2021/2022), montrent que les valeurs limites d'émission imposées par l'arrêté préfectoral sont bien en deçà de ce que prévoit la réglementation nationale. Ces valeurs strictes ne sont par ailleurs pas motivées par un enjeu local spécifique. En effet, les éléments retranscrits dans les rapports de la qualité de l'air de ATMO GRAND EST pour les années 2020/2021, ne montrent pas de dégradation de la qualité de l'air pour les paramètres précités. Par ailleurs, les paramètres précités ne font pas l'objet de Valeurs Toxicologiques de référence ou de valeurs guides en matière d'impact sanitaire pouvant motiver une prescription spécifique en termes de rejet.

Il est par ailleurs à noter qu'un projet de BREF est en cours d'élaboration concernant les émissions et traitement des gaz dans l'industrie chimique (BREF WGC). Ce projet de BREF encore non validé mais dans sa version finale, mentionne dans le tableau 4.6 note (6 et 9), que des BAT-AEL (Valeurs Limites d'Emissions associées aux MTD) existent, mais qu'elles ne sont pas opposables en cas de flux mineur, à savoir moins de 500 g/h pour le SO₂ et moins de 30 g/h pour l'HCl. Les flux émis par les installations sont en deçà de ces flux et n'assujettiraient pas les rejets à une valeur limite en concentration au titre des MTD applicables au secteur du site.

Il apparaît pertinent compte tenu du contexte de considérer que la prescription contrôlée peut être révisée.

Observations : Un projet d'arrêté préfectoral est en cours de rédaction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositif de traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1993, article III-4-3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« (...) Les eaux pluviales en provenance des voiries transiteront par des séparateurs/décanteurs d'hydrocarbures (...). ».

Constats : En réponse à l'observation formulée par l'inspection lors de la visite de contrôle réalisée en 2021, l'exploitant a transmis (par courrier du 23/11/2021) une mesure des eaux pluviales réalisée en amont du bassin (dans lequel il était considéré qu'une dilution des effluents pouvait intervenir). La mesure réalisée par l'exploitant montre que la teneur en hydrocarbure est inférieure à 0,1mg/l. La demande de modification de prescription sollicitée par l'exploitant apparaît donc recevable. En effet, il convient de considérer que la mise en place d'un traitement sur les eaux pluviales n'est notamment à mettre en œuvre que lorsque les valeurs limites opposables (5mg/l en ce qui concerne les Hydrocarbures totaux pour le site) ne sont pas susceptibles d'être respectées ; Ce qui n'est pas le cas de figure du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bilan quadriennal sur la surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2012, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article VIII-6 « Contrôle de la qualité des eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral n°931576 du 14 octobre 1993 sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes. « [...] Article VIII.6-2-4- Analyse et transmission des résultats [...] L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre (4) ans, un bilan de la surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance. Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">• soit réalisé en application de l'article R 512-8-II-1° du Code de l'Environnement,• soit reconstitué,• ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.[...] Les bilans quadriennaux suivants seront transmis au 1er mars des échéances quadriennales suivantes. »
Constats : Par courrier du 10/12/2021, l'exploitant a transmis un bilan quadriennal portant sur la période janvier 2017- janvier 2021. Le document transmis comprend l'ensemble des éléments mentionnés dans la prescription contrôlée. L'exploitant ne propose pas de modification de son cadre de surveillance. La comparaison qu'il réalise à l'état initial est faite sur la base d'un état initial reconstitué sur la période 1994-1995.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Situation administrative vis-à-vis de la Rubrique 2662

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2662 « Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none">1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (E)2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (D) »
Constats : Par courrier du 16/12/2021, l'exploitant a répondu à l'observation émise par l'inspection en indiquant que le stockage de contenant vide était inférieur au seuil de 100m ³ (déclaration) de la rubrique n°2662 mentionné dans le rapport de l'inspection daté du 14 septembre 2021. L'exploitant demande au travers de son courrier un délai supplémentaire au 30 avril 2022 afin d'établir l'opportunité d'être classé sous cette rubrique. Lors du contrôle réalisé sur site, l'inspection a pu constater la présence de 86 conteneurs plastiques ce qui, en comptant le vide contenu dans ces emballages vides, représente moins de

100m³.

Enfin, concernant ce type de matériaux, la note d'interprétation DPPR/SEI/ GV-238 du 17/12/03 sur la précision relative au classement des installations classées relevant des rubriques 2660- 2661-2662-2663 de la nomenclature mentionne que :

- "on considère la somme des volumes respectifs de chaque contenant ou chaque palette, y compris le volume d'air à l'intérieur de ces contenants."
- "La rubrique 2663 s'applique aux produits finis ou semi-finis à base de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques. Tout produit issu d'une première transformation est considérée comme un produit fini ou semi-fini."
- "L'exploitant se déclare par rapport au volume maximal susceptible d'être occupé par les produits stockés. La détermination de ce volume ne doit pas être basée sur une valeur moyenne (journalière, mensuelle, annuelle, etc). Ce volume n'est pas le volume de capacité maximum de stockage. Il correspond au volume associé au flux maximal de matière première ou produits finis ou semi-finis engendré par l'activité maximale."

Ainsi il y a bien lieu de considérer le volume d'air présent dans les conteneurs pour le calcul du volume susceptible d'être stocké et de prendre uniquement pour le classement les volumes maximaux susceptibles d'être stockées (non en lien avec une capacité physique de stockage maximale). Il y a enfin lieu de considérer que les conteneurs plastiques sont des produits finis et qu'ils sont à classer sous la rubrique n°2663 (seuil de la déclaration à 1000m³) et non 2662.

En conclusion, l'exploitant n'atteint ni le seuil de la rubrique 2662, ni le seuil de la rubrique 2663. Ces rubriques ne doivent donc pas être ajoutées à la situation administrative du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet